

<p style="text-align: center;">CONSEIL MUNICIPAL <u>SEANCE DU MERCREDI 15 OCTOBRE 2008</u></p>
--

Le mercredi 15 octobre 2008, à 19 heures,

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la salle de la Martinière, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Julien Crespo.

Etaient présents :

M. Julien Crespo, Mme Brigitte Chiumenti, M. Jean-Claude Bréard, M. Gérard Moneyron, Mme Micheline Deleau, M. Didier Duchaussoy, Mme Ana Monnier, M. José Harter, M. Jean-Claude Waltrégnny, M. Luc-Olivier Baschet, M. Michel Le Guillevic, Mme Annick Riou, Mme Sylvie Leclercq, M. Jean-Pierre Couteleau, M. José Lerma, Mme Catherine Papalski, Mme Martine Gardin, Mme Natacha Lemarchand, Mme Aurore Lancéa, M. Gérard Welker, Mme Blandine Prévost, M. Marc Bresciani, Mme Corinne-Elisabeth Robin.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents : Mme Corine Robin, M. Philippe Fortier, Mme Naziha Benchehida, M. Thierry Lachaud.

Pouvoirs :

Mme Corine Robin a donné procuration à Mme Martine Gardin.
M. Philippe Fortier a donné procuration à Mme Brigitte Chiumenti.
Mme Naziha Benchehida a donné procuration à M Julien Crespo.
M. Thierry Lachaud a donné procuration à M. Gérard Welker.

Formant la majorité des membres en exercice.

Soit :

En exercice : 27

Présents : 23

Votants : 27

ORDRE DU JOUR

Election d'un secrétaire de séance.

Adoption du Compte-rendu de la séance du 7 juillet 2008.

Décisions du Maire.

1°) Analyse financière de la Commune de Vaux sur Seine.

2°) Règlement intérieur du Conseil Municipal.

3°) Indemnité de Conseil allouée au comptable du trésor.

4°) Tableau des effectifs : création d'un emploi de brigadier.

5°) Tableau des effectifs : création d'emplois d'adjoints territoriaux de 2^{ème} classe.

6°) Convention U.F.C.V. / COMMUNE : avenant.

7°) Terrains acquis en zone naturelle : demande de subvention.

8°) Acquisition de terrains en zone naturelle.

9°) Acquisition des parcelles AM4 et AR33, propriétés de RFF.

10°) Charte paysagère de la Commune de Vaux sur Seine.

11°) Etude urbaine et expertise habitat : demande de subvention.

12°) Syndicat d'énergie des Yvelines : adhésion de nouvelles collectivités.

Questions diverses.

Informations.

Monsieur Bresciani sollicite le Maire afin de procéder à l'enregistrement de la séance.

Tout en acceptant cette demande, Monsieur Crespo informe l'assemblée que les débats sont également enregistrés par les soins des services municipaux.

Election d'un secrétaire de séance

Madame Annick Riou est élue à l'unanimité.

Adoption du compte-rendu de la séance du 7 Juillet 2008

Le compte-rendu de la séance du Conseil Municipal du 7 juillet 2008 est adopté à l'unanimité.

DECISIONS

M. le Maire informe le Conseil Municipal des décisions qu'il a prises depuis la dernière séance :

Le 2 Juillet 2008

De commander à l'Entreprise LEAUDAIS, les travaux de peinture dans l'école primaire (le couloir) maternelle (une classe) et l'aide aux devoirs pour un montant de 12.405,80 €.HT.

Le 3 juillet 2008

D'exercer au nom de la Commune de VAUX SUR SEINE, le droit de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles sur l'immeuble cadastré AH 277 au prix de 800 €.

1°) Analyse financière de la Commune de Vaux sur Seine

Monsieur Crespo explique à l'assemblée que suite au renouvellement du Conseil Municipal et afin de bien appréhender les marges de manœuvre financières dont dispose la Municipalité, il a sollicité le receveur municipal, Monsieur Jean-François CASADEI, pour mener une analyse financière de l'exercice 2007.

Monsieur CASADEI, présent lors de l'examen de ce point, décrit l'analyse financière comme un outil de réflexion pour les collectivités, qui ne juge ni les choix, ni l'opportunité des dépenses.

Son analyse a été réalisée avec une obligation de totale neutralité.

La comparaison de la situation communale s'établit avec 59 communes de même strate de population de la région Ile de France (3.500 à 4.999 habitants)

Monsieur CASADEI commente alors son analyse en soulignant les informations d'ordre général :

I- La formation de l'autofinancement

Les charges réelles de fonctionnement ont globalement augmenté de 2,5 % entre 2004, elles s'établissaient, au 31.12.2007, à 600 €/ hbt (894 € /hbt dans les communes de la région Ile de France de même strate de population).

Les produits réels de fonctionnement ont globalement progressé de 8,5 % entre 2004 et 2007.

Ils s'établissaient à 751 €/hbt (1046 €/hbt dans la région) au 31.12.2007.

La capacité d'autofinancement (CAF) est la première ressource dont dispose la collectivité pour financer ses investissements.

En progression de 40 % depuis 2004, elle est en effet passée de 473 K€ à 663 K€, soit 150 €/hbt (151 €/hbt dans la région).

La capacité d'autofinancement a permis la couverture du capital de la dette, laissant des ressources conséquentes pour assurer le financement de dépenses d'équipement et d'investissement.

II – L'investissement

Les recettes d'investissement encaissées en 2007, pour un montant de 1892 K€, se sont ainsi décomposées :

- ⇒ FCTVA : 420 K€*
- ⇒ T.L.E. : 46 K€*
- ⇒ Subvention : 888 K€*
- ⇒ D.G.E. : 13 K€*
- ⇒ Plus value de cession (nette) : 525 K€*

En 2007, les dépenses d'équipement se sont élevées à 1.029 K€, soit 233 €/hbt dans la région :

- ⇒ installations, aménagements divers : 121 K€*
- ⇒ électrification, voirie : 46 K€*
- ⇒ acquisitions de terrains : 165 K€*

⇒ acquisitions diverses (matériel, mobilier ...) : 67 K€

⇒ bâtiments communaux (annexe mairie, écoles, restaurant scolaire, abri bus...) : 630 K€.

Sur la période 2004 à 2007, la moyenne des dépenses d'équipement s'établit à 273 €/hbt (329 €/hbt dans la région).

De manière générale, le financement des investissements ne pose pas de problème, croisant un financement disponible important, une importante réduction de l'encours de la dette et l'utilisation de la T.V.A. reversée par le fonds de compensation.

III – Les marges de manœuvre

Le produit net des impositions et de la fiscalité reversée (taxe professionnelle) a représenté, en 2007, 56 % de la totalité des ressources de fonctionnement.

Comparée aux ratios régionaux (sources DGCL 2007), la productivité est :

⇒ supérieure pour la taxe d'habitation : 204 €/hbt (180 €/hbt dans la région)

⇒ inférieure pour la taxe foncière bâtie : 178 €/hbt (221 €/ hbt dans la région)

⇒ très nettement inférieure pour la taxe professionnelle : 37 €/hbt (256 €/ hbt dans la région).

Les impôts sur les ménages (TH – TFB) ont représenté, en 2007, 90 % du total du produit des contributions directes.

Le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (CMPF) permet d'évaluer la marge de manœuvre dont dispose la commune en matière de fiscalité.

Le coefficient de 0,75 montre que la pression fiscale exercée au niveau communal est inférieure à celle constatée au niveau régional (0,88).

La dette en capital s'établit, au 31.12.2007, à 1.141 K€ et représente 258 €/hbt. (732 €/hbt dans la région).

L'annuité à rembourser (capital + intérêts) s'est élevée, en 2007 à 486 K€, soit 110 €/hbt (96 €/hbt dans la région).

Le ratio communal 2007 est peu significatif, dans la mesure où un prêt de 300 K€ a été remboursé à l'aide de la ressource du FCTVA.

L'annuité de la dette 2008 sera de 176 K€, soit une charge de 40 €/hbt.

CONCLUSION

L'atout essentiel de la commune de Vaux-sur-Seine se situe à la fois dans la parfaite maîtrise de ses charges de fonctionnement et sa capacité à valoriser ses ressources de fonctionnement.

Dans le même temps, le poids de la dette, très inférieur à celui constaté dans des structures similaires, conforte une situation saine.

Aussi la Commune a-t-elle pu se constituer une capacité d'autofinancement, en progression régulière, qui lui a permis de conduire une politique active et efficace d'investissements, notamment depuis 2005.

L'importance des programmes en cours d'exécution, parfaitement analysés, n'est pas de nature à remettre en cause une situation financière globalement équilibrée.

Aux remarques de Monsieur Welker relatives à l'insuffisante objectivité de l'analyse financière présentée, Monsieur Casadei informe l'assemblée que son travail a été validé par Monsieur le Trésorier Payeur Général exécuté sans parti pris et réalisé à partir de données objectives. Les interprétations quelques soient ne peuvent être de sa responsabilité.

Le Conseil Municipal prend acte de cette analyse.

2°) Règlement intérieur du Conseil Municipal

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la loi d'orientation du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République a prévu l'obligation pour les conseils municipaux des communes de plus de 3500 habitants de se doter d'un règlement intérieur qui doit être adopté dans les six mois qui suivent son installation.

Son contenu est fixé librement par le conseil municipal qui peut se donner des règles propres de fonctionnement interne, dans le respect toutefois des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Au projet de règlement intérieur discuté en séance, Monsieur Welker souhaite que soient précisés certains points relatifs à la présentation du budget, à la formation des élus, au recueil des actes administratifs, à la tribune d'expression sur le site Internet de la commune, au local mis à la disposition de l'équipe d'opposition...

Monsieur Crespo propose d'amender le projet de règlement intérieur qui sera présenté lors de la prochaine séance du Conseil Municipal.

A la majorité (5 voix contre), le règlement intérieur est adopté.

3°) Indemnité de Conseil allouée au comptable du trésor

Monsieur Crespo rappelle au Conseil Municipal qu'en application des dispositions de la loi 82-213 du 2 mars 1982 et du décret 82-979 du 19 novembre 1982, un arrêté en date du 16 décembre 1983 a précisé les conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée au comptable du Trésor chargé des fonctions de receveur.

Monsieur Bresciani se questionne sur la nécessité d'attribuer une prime à un fonctionnaire qui exécute un travail sur son temps légal.

Monsieur Welker souligne que cela est une tradition appliquée par toutes les collectivités.

A l'unanimité des suffrages exprimés (5 abstentions : M. Welker, M. Lachaud, M. Bresciani, Mme Prévost, Mme Robin) le Conseil Municipal décide d'attribuer l'indemnité de conseil à Monsieur CASADEI, au taux plein, pour toute la durée du mandat.

4°) Tableau des effectifs : création d'un emploi de brigadier

Monsieur Crespo rappelle à l'assemblée que depuis le 1^{er} septembre 2008, le service de la police municipale a été renforcé avec le recrutement d'un gardien de police.

Compte tenu de son ancienneté, cet agent peut bénéficier d'un avancement

de grade. Il est ainsi nécessaire de créer un poste de brigadier de police municipale.

A l'unanimité, le Conseil Municipal décide de modifier le tableau des effectifs en ce sens, au 1^{er} décembre 2008.

5°) Tableau des effectifs : création d'emplois d'adjoints territoriaux de 2^{ème} classe

Monsieur Crespo présente la progression des effectifs de la restauration scolaire en particulier ceux de l'école maternelle (+ 26 % en septembre 2008 par rapport à septembre 2007). Cette augmentation nécessite de renforcer l'équipe de surveillance afin d'accompagner les enfants durant le repas pour qu'ils puissent retourner à l'école dans les meilleurs délais.

C'est pourquoi il est proposé au Conseil Municipal de créer trois emplois d'adjoints territoriaux de 2^o classe, à temps non complet, à raison de 8 heures par semaine, durant la période scolaire.

A l'unanimité, le Conseil Municipal décide de créer trois emplois d'adjoints territoriaux de 2^{ème} classe.

(N.B. Ces postes créés relèvent de la filière technique et non administrative comme indiqué par Monsieur Crespo lors de la séance).

6°) Convention U.F.C.V./ COMMUNE : avenant

Le Maire rappelle à l'assemblée qu'une convention triennale conclue sur la période du 1^{er} septembre 2004 au 31 août 2007 lie la commune à l'UFCV pour la gestion de l'action périscolaire.

Lors de ses séances en date du 6 juillet 2007 et en date du 25 janvier 2008, le Conseil Municipal a adopté des avenants de prorogation à cette convention jusqu'au 31 août 2008, afin de procéder à la consultation dans le cadre d'une délégation de service public.

Parallèlement, la Communauté de Communes Vexin Seine travaille au transfert de la compétence "enfance et jeunesse".

4 communes disposent à l'heure actuelle de centres de loisirs dont 3 qui ont externalisé ce service : Juziers, Mézy, et Vaux sur Seine, Meulan gérant son centre en régie.

Afin d'éviter d'enfermer la Communauté de Communes Vexin Seine dans un canevas trop rigide, il importe de laisser l'initiative et la maîtrise des objectifs et des engagements en matière d'accueil périscolaire à la Communauté de Communes Vexin Seine qui procédera elle-même à la délégation de service public.

Ainsi, afin de ne pas perturber la bonne marche du service et de permettre au gestionnaire actuel de planifier au mieux ses actions, à l'unanimité, le Conseil Municipal décide de proroger la convention Commune/UFCV jusqu'au 31 décembre 2009, date à laquelle la compétence doit être transférée.

7°) Terrains acquis en zone naturelle : demande de subvention

Monsieur Crespo rappelle que par décision en date du 28 février 2008, il a décidé d'exercer son droit de préemption au titre des espaces naturels sensibles sur la parcelle non bâtie cadastrée AM256, située chemin des Clos en zone inondable, pour un montant de 15 000€, et que par décision en date du 3 juillet 2008, il a décidé d'exercer son droit de préemption au titre des espaces naturels sensibles sur la parcelle non bâtie cadastrée AH277, située chemin des Vaux Renards en zone de carrières, pour un montant de 800€.

Ces parcelles étant situées en espaces naturels sensibles, ces acquisitions peuvent être subventionnées par le Conseil Général des Yvelines et par l'Agence des Espaces Verts, à hauteur de 80%.

Ces parcelles seront destinées à la création d'un espace vert (en bord de Seine), à la création de jardins familiaux (compte tenu des demandes faites à la Mairie) ou conservées dans leur état naturel (en zone de carrières en raison des risques d'effondrement).

A l'unanimité le Conseil Municipal autorise le Maire à solliciter les subventions auprès du Conseil Général des Yvelines et de l'Agence des Espaces Verts.

8°) Acquisition de terrains en zone naturelle

Monsieur Crespo informe le Conseil Municipal que les Consorts TEXIER, propriétaires de nombreux biens non bâtis sur le territoire communal, sont disposés à céder différentes parcelles situées en zone naturelle, non constructibles, à la commune de Vaux-sur-Seine.

Ces six parcelles, d'une superficie de 2.799 m², sont situées en zone de carrières ou en zone naturelle. « Espaces Naturels Sensibles. », leur acquisition peut ainsi faire l'objet de financement de la part du Conseil Général des Yvelines et de l'Agence des Espaces Verts, à hauteur de 80%. Ces parcelles seront conservées dans leur état naturel (en zone de carrières en raison des risques d'effondrement).

A l'unanimité, le Conseil Municipal autorise le Maire à signer les actes d'acquisitions de ces parcelles au prix de 1.500 € et à solliciter les subventions auprès du Conseil Général des Yvelines et de l'Agence des Espaces Verts.

9°) Acquisition des parcelles AR 33 & AM 4 : Propriété de R.F.F.

Réseau Ferré de France possède des parcelles non bâties sur la commune de Vaux sur Seine, non utilisées pour les besoins des transports ferroviaires dont la parcelle AM4, d'une superficie de 9 m², enclavée dans une propriété communale sise rue du Bel Air et la parcelle AR33, d'une superficie de 179 m², sise avenue de Cherbourg, enclavée entre la voie SNCF et une propriété communale.

Ces acquisitions permettraient de disposer d'unités foncières plus cohérentes et donc plus facilement valorisables.

A l'unanimité, le Conseil Municipal autorise le Maire à signer les actes d'acquisitions de ces parcelles, au prix de 5.600 €.

10°) Charte Paysagère de la Commune de Vaux-sur-Seine

En préambule, Monsieur Jean-Claude Bréard remercie Monsieur Jean-Marie Gross, adjoint à l'urbanisme lors du précédent mandat, d'avoir œuvré pour l'adhésion de la Commune au Parc Naturel Régional du Vexin Français.

Le P.N.R. souhaite que soient réalisées sur l'ensemble de son territoire des chartes paysagères communales destinées à repérer les enjeux des paysages dominants.

Les paysages des communes de Vaux-sur-Seine et Evécquemont présentant une certaine homogénéité et continuité, une charte paysagère « intercommunale » est envisagée. Le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc Naturel Régional du Vexin Français en assurerait la maîtrise d'ouvrage.

Les premiers projets repérés sont les entrées de ville, la forêt, le Boulevard Loiseleur, la place de la nouvelle Mairie, la place Caron et le terrain rétrocédé par la SOFIAM.

Madame Prévost s'interroge sur les contraintes que cette charte pourrait générer pour les particuliers (risque d'augmentation des coûts des travaux).

Monsieur Crespo précise qu'à l'issue de son élaboration, la charte sera présentée au Conseil Municipal pour approbation.

Le Conseil Municipal à l'unanimité approuve la réalisation d'une charte paysagère, confiée au Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc Naturel Régional du Vexin .

11°) Etude Urbaine et expertise habitat : demande de subvention

Monsieur Crespo rappelle que dans le cadre de la convention qui lie la Commune à l'Etablissement Public Foncier des Yvelines (EPFY) pour la veille foncière active du secteur des Marronniers en vue de la réalisation d'un projet d'aménagement à vocation d'habitat, une étude urbaine et une expertise habitat doivent être réalisées.

A ce jour, l'EPFY maîtrise 35 % du foncier de ce secteur.

Ces études permettront d'élaborer un schéma de circulation compte tenu des difficultés d'accès au site et de mieux identifier et définir le programme de logements au regard des besoins (habitat, équipements, réseaux divers).

Ces études qui peuvent bénéficier de subventions du Conseil Général des Yvelines, seront réalisées par des Bureaux d'Etudes Techniques, choisis après

mise en concurrence, sur la base de cahiers des charges élaborés conjointement avec l'EPFY et le Conseil Général des Yvelines.

Le Conseil Municipal à l'unanimité autorise le Maire à engager les deux études et à solliciter les subventions auprès du Conseil Général des Yvelines au titre du dispositif d'aide aux expertises habitat et de celui des études d'urbanisme.

12°) Syndicat d'énergie des Yvelines : adhésion de nouvelles collectivités

Monsieur Crespo informe le Conseil Municipal que dans le cadre de la rationalisation des périmètres des structures de coopération intercommunale et en application de la loi du 7 décembre 2006 sur le secteur de l'énergie, Monsieur le Préfet des Yvelines souhaite que les communes n'appartenant à aucune structure intercommunale ayant la compétence « distribution publique d'électricité » se fédèrent autour du Syndicat d'Energie des Yvelines.

Le Conseil Municipal à l'unanimité, émet un avis favorable à l'adhésion du SEY des établissements publics de coopération intercommunale et des communes isolées ayant la compétence d'organisation de la distribution de l'électricité suivants :

- SIVOM de la région de Chevreuse (SIVOMRC)
- Syndicat intercommunal du Canton de Saint Arnoult en Yvelines (SISCA)
- Communauté de Communes des Etangs (CCE)
- Communauté de Communes des Plaines et Forêts des Yvelines (CCPFY)
- Communauté de Communes de la Contrée d'Ablis Portes d'Yvelines (CAPY)
- Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin en Yvelines (CASQY)
- les communes isolées de : Adainville, Bazoches sur Guyonne, Bourdonné, Cernay la Ville, Condé sur Vesgre, Coignièrès, Gambais, Grandchamp, La Hauteville, Le Tartre Gaudran, Maurepas, Poissy, Rennemoulin, Saint-Nom-la-Bretèche, Villepreux.

QUESTIONS DIVERSES – INFORMATIONS

❖ Monsieur Crespo remet à Monsieur Bresciani la liste des immeubles loués appartenant à la Commune.

❖ Monsieur Crespo informe le Conseil Municipal qu'il est dans l'attente d'un courrier du Médecin scolaire relatif à l'incident survenu le 7 février 2008. Ce Courrier sera communiqué aux élus.

❖ Mme Prévost souhaite savoir si un arrêté du Maire interdisant la consommation d'alcool sur la voie publique a été pris. Monsieur Crespo souligne que des difficultés subsisteraient quant à son application si une telle mesure était possible.

❖ Mme Prévost s'interroge sur le niveau de population à partir duquel les obligations en matière d'accueil des gens du voyage s'appliquent. Monsieur Crespo lui répond qu'au delà de 5000 habitants cette obligation sera à respecter. Tel est le cas pour la Commune de Meulan. La question pourrait être traitée dans le cadre de l'Intercommunalité.

❖ Monsieur Bresciani interroge Monsieur Crespo afin de savoir si l'ensemble des services de la Mairie seront déplacés dans le futur « Centre Ville ».

Si dans un premier temps n'était envisagé que le recentrage des services à la Population (scolaire, état civil, CCAS...), ce serait à présent l'ensemble des services qui devrait déménager. Le bâtiment du Boulevard Angibout deviendrait alors une annexe dont la fonction n'est pas encore arrêtée.

❖ A Monsieur Bresciani soulignant le danger du carrefour de la rue du Temple et de la rue du Général de Gaulle, Monsieur Crespo rappelle que l'aménagement de la R.D.190 relève de la compétence du Conseil Général des Yvelines et souligne que les travaux engagés pour la mise en sécurité de la traversée du Centre-ville ont eu pour effet de réduire très sensiblement le nombre d'accidents.

❖ Monsieur Bresciani s'indigne du refus opposé à l'Association ASPIC 78 de participer au Forum des Associations du 14 septembre 2008, Monsieur Crespo lui rappelle que l'objet de cette association dépasse largement le cadre de la Commune.

❖ Les élus d'A Vaux Marque souhaitent qu'un débat soit lancé sur l'antenne G.S.M. située dans le Parc des Sports, Mr le Maire précise que ce débat devrait porter sur tout sur l'utilisation des téléphones portables ainsi que sur tous les appareils émettant des ondes électromagnétiques qui semblent-t-ils présentent plus de risques pour la santé.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 h 45.

Le Maire.

Julien CRESPO

QUESTIONS DIVERSES – INFORMATIONS

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23 h 20.

Le Maire.

Julien CRESPO.